

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/78

11 décembre 1996

(96-5240)

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

## LESOTHO

Déclaration de M. Lira A. Motete  
Ministre du commerce et de l'industrie

Je voudrais tout d'abord saisir cette occasion pour vous féliciter, M. le Président, de votre élection à la présidence de la réunion plénière d'aujourd'hui que vous avez dirigée avec beaucoup de talent et de compétence.

Au nom du gouvernement et du peuple du Royaume du Lesotho, je tiens à remercier sincèrement le gouvernement et le peuple de Singapour pour leur chaleureuse hospitalité et l'excellente organisation de la première Conférence ministérielle de l'Orga

République de Corée, de la République tchèque et de la République de Singapour ainsi qu'à tous les autres partenaires et aux organisations, comme la CNUCED, pour l'aide qu'ils ont apportée aux pays les moins avancés en particulier afin qu'ils puissent préparer cette conférence et y 0eo91 Tf.r. TjETBT1 0 0 1 135.3 392.4 Tm/F17 11 Tf(0Cea) TjETBT1 0 0 1 169.36 492.4 Tm/F17 11 Tf(0té

politiques commerciales des Membres et un mécanisme de règlement des différends contraignant. Ces principes sur lesquels repose l'OMC ont apporté optimisme et confiance, dissipant ainsi la vague de scepticisme qui avait marqué la période précédant la Conférence ministérielle de Marrakech. Ce scepticisme était le résultat de la disparité des niveaux de développement entre les pays développés, les pays en développement et les pays les moins avancés. Lorsque dans les conclusions du Cycle d'Uruguay, élaborées dans un esprit de compromis, on a pris en compte les problèmes particuliers des pays les moins avancés tels que l'existence de rigidités structurelles et le sous-développement de la capacité d'exportation, la confiance a été rétablie.

Toutefois, les partenaires industrialisés n'ont pas pleinement mis 1 246.48 236.88 Tm/F17eT6TjETBT19jE publique au développement accrue pour les pays les moins avancés en vue de développer leurs ressources humaines et l'infrastructure sanitaire et matérielle de manière à créer un climat propice à l'investissement. Les efforts déployés par les pays les moins avancés pour restructurer leur économie à l'aide de mesures macro-économiques et de programmes d'ajustement structurel bien conçus en vue d'accroître leur

./.

avantage concurrentiel n'ont pas été assortis de mesures d'aide de même envergure de la part de leurs partenaires dans la coopération.

Notre position est que, alors que nous commençons à maîtriser les nouveaux mécanismes, instruments et engagements de l'OMC tout en portant notre réflexion sur les travaux inachevés ou le programme incorporé de l'organisation, les questions sur lesquelles il n'y a pas encore de consensus devraient faire l'objet d'une analyse et d'un dialogue plus approfondis avant d'être soumises à un processus de négociations formel. Nous nous référons en l'occurrence aux questions qui élargiraient le champ d'activité de l'OMC, à savoir la politique de concurrence, l'investissement et la dimension sociale.

Nous sommes conscients qu'il n'y a pas de consensus réel sur le